

19 septembre 2025



Jérémie St-Pierre

La Fondation de l'État d'Israël



Partie 1 : La Naissance d'un Conflit

Nous sommes le 29 novembre 1947, et la nouvelle, partie de New York, fait rapidement le tour du monde. De Montréal à Tel Aviv, les gens dansent dans les rues. On entonne les chansons traditionnelles, on loue la mémoire de Moïse et on remercie Dieu. Pendant ce temps, dans l'immense salle de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies, c'est la cohue. À 33 votes contre 11, la communauté internationale vient d'approuver la résolution 181 (11) sur le Plan de Partage de la Palestine. Il y aura un État pour le peuple juif. Malheureusement, les célébrations sont de courte durée. Le soir même, les premiers coups de feu sont tirés à Hébron, à Jérusalem et à Gaza. Cette série de trois articles raconte l'histoire de la naissance de l'État d'Israël. Un récit fait d'idéalisme et d'attentats. Un récit d'espoir et de ressentiment. Un récit donnant le coup d'envoi d'une tragique symphonie des armes qui joue depuis un siècle.

Pour comprendre ce que signifie cette résolution 181 (11), il faut revenir en arrière. Loin en arrière. En 500 av. J.-C., l'historien grec Hérodote utilise le terme « Palestine » pour décrire la région autour de la bande de Gaza actuelle. C'est la première fois que l'expression apparaît dans un document écrit. L'expression provient du peuple philistin, habitant une partie de la région à



l'époque. Jusqu'au 8^e siècle av. J.-C., la bande de terre entre la mer Méditerranée et le fleuve Jourdain est partagée entre les royaumes juifs et philistins. Selon la tradition biblique, les premiers juifs arrivent d'Égypte au 13^e siècle av. J.-C. Les royaumes historiques d'Israël et de Judée contrôlent une partie de la région pendant plusieurs siècles.

À partir de 722 av. J.-C., la région passe sous contrôle assyrien. Progressivement, les juifs quitteront la région, sans la quitter complètement. Les 25 siècles qui suivent sont une suite d'occupations impériales : assyrienne, romaine, musulmane, byzantine puis ottomane. Pendant plus de 2500 ans donc, une identité palestinienne se formera dans ces ensembles impériaux plus vastes. Si la religion majoritaire, musulmane, joue un rôle, on ne peut pas réduire cette identité à celle-ci. Une part de la population palestinienne est alors chrétienne ou juive. Les rapports sont d'ailleurs assez bons entre ces communautés. Au crépuscule du 19^e siècle, l'Empire ottoman est un immense ensemble assez décentralisé et la région est gérée par les notables locaux. Toutes les questions civiles sont réglées par les communautés religieuses elles-mêmes. Les autorités chrétiennes, musulmanes et juives administrent leurs propres croyants sans trop de contrôle impérial.

Francesco Cavatorta est professeur au Département de science politique de l'Université Laval. Il est spécialiste du monde arabe et il m'a accordé une entrevue dans le cadre de la rédaction de ces articles :



Professeur Francesco Cavatorta

« Aujourd'hui, la question de la non-existence d'une culture et d'un peuple palestinien appartient à l'histoire. Tous les chercheurs sérieux, palestiniens ou israéliens (...), s'accordent sur l'existence d'un peuple palestinien. »

Ce peuple palestinien, à l'aube du 20^e siècle, est sur le point de voir son histoire basculer. En 1905, au 7^e congrès de l'Organisation sioniste mondiale, fondée par Theodor Herzl une dizaine d'années auparavant, il est décidé que le futur foyer national juif devra être en Terre de Palestine, entre la Mer et le Fleuve. Si les liens historiques et religieux entre les juifs et cette terre sont avérés, le projet de retour en Palestine n'a rien d'évident. Le mouvement sioniste, qui est une réaction à l'antisémitisme fort répandu en Europe à cette époque, voit ce projet comme une manière de protéger la nation juive. « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre » clament les premiers sionistes. C'est une contrevérité, la terre n'est pas vraiment sans peuple, et les bailleurs de fonds européens qui tentent d'acheter des terres en Palestine le savent bien. Dès 1882, commencent à arriver les premiers immigrants juifs. L'Affaire Dreyfus, une obscure histoire d'accusation infondée contre un militaire juif français qui déclenche une vague d'antisémitisme, accélère le mouvement. En 1909, le premier Kibboutz, ferme collective et communautaire juive, est fondé au nord-est de la Palestine.

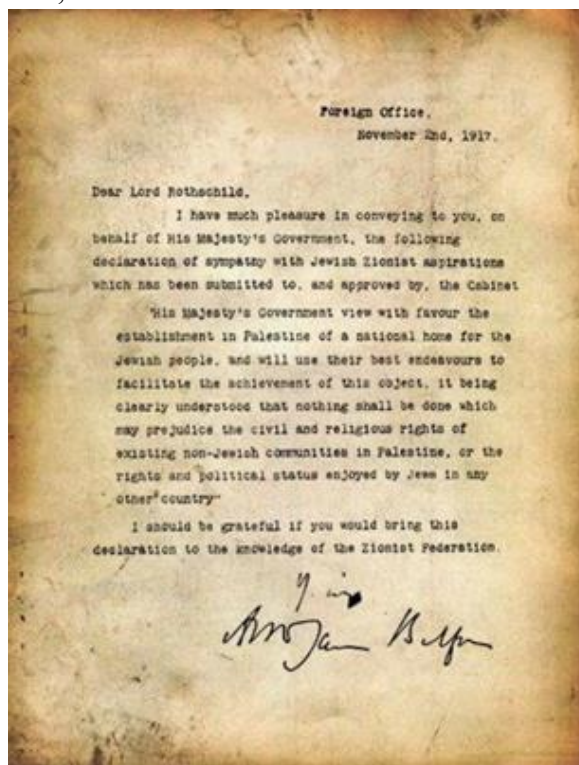
De nouveau, le professeur Cavatorta : *« Au début, il n'y a pas trop de tensions. Parce que les immigrants ne sont pas vraiment nombreux. (...) Et puis la deuxième raison, c'est qu'ils apportent un peu de capital, alors c'est bon pour l'économie locale. »*

Progressivement, les choses changent. À la fin de la Première Guerre mondiale, l'Empire ottoman est décomposé. Le Royaume-Uni reçoit un mandat de la SDN pour administrer la Palestine. Lors du recensement de 1919, on compte 70 000 juifs contre 700 000 Arabes, dont certains sont chrétiens, sur le territoire. Considérant qu'il y avait seulement quelques milliers de juifs avant 1882, c'est une augmentation considérable. Pour les notables palestiniens, le contrôle anglais et l'arrivée des juifs deviennent très problématiques. Ils perçoivent ces immigrants blancs et européens comme des colons. Aujourd'hui, la plupart des experts s'entendent pour décrire le phénomène d'immigration juive de l'époque comme un phénomène colonial.

Le professeur Cavatorta :

« C'est compliqué la colonisation, parce que de fait, c'est comme ça que ça s'est passé. (...) Du point de vue des Palestiniens, voir des Blancs arriver, prendre les meilleures terres, c'est un peu la définition de la colonisation, non ? »

Évidemment, ce n'est pas ainsi que le ressentent les sionistes, qui considèrent qu'ils reviennent sur leur terre d'origine, d'autant plus qu'ils n'ont pas de véritable autre pays. Les tensions s'aggravent lorsqu'en 1917, Arthur Balfour, secrétaire aux affaires extérieures du Royaume-Uni, publie une lettre à l'intention de Lord Rothschild, grand parrain du mouvement sioniste, promettant un État aux juifs en Palestine. La déclaration Balfour marque le début d'une politique anglaise erratique sur la question. Entre 1922 et 1932, les Britanniques changeront plusieurs fois leur fusil d'épaule. Soucieux de ne pas froisser les Arabes, mais sous pression de l'immigration juive, ils finissent par mécontenter tout le monde. Depuis 1920, les futurs israéliens ont formé leur propre milice pour protéger leurs colonies : la *Haganah*, qui se bat autant contre les milices arabes que contre les occupants anglais.



Elle est supportée par d'autres groupes paramilitaires mal maîtrisés par les leaders sionistes et qui traitent souvent les Arabes avec violence et mépris.

En 1936, sous l'instigation du leader spirituel des musulmans de Jérusalem, le Grand Mufti Mohammed Amin al-Husseini, la population arabe se révolte. Des centaines de juifs sont assassinés. Les Anglais sentent qu'ils perdent le contrôle. En 1939, voulant éviter que les peuples arabes se liguent avec l'Allemagne nazie, et alors que le Grand Mufti al-Husseini en exil s'associe au nazisme, le Royaume-Uni met un sérieux frein à l'immigration juive. Pour les sionistes, c'est une trahison. Pour les Anglais, ce sera leur dernier acte. À la fin de la guerre, ils confient le conflit palestinien, au bord de l'explosion, à une toute nouvelle institution : l'Organisation des Nations Unies. De province perdue de l'Empire ottoman, la Palestine est devenue le cœur d'un conflit tentaculaire à la résonance mondiale.